

La succession du Guide suprême Ali Khamenei en toile de fond

Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne pour les enjeux stratégiques et auteur de *La Guerre Iran-Irak*, décrypte les enjeux de l'élection présidentielle iranienne aujourd'hui.

PAR OLIVIER BERGER
obergerlavoxdunord.fr

IRAN.

– Quels sont les principaux enjeux de l'élection présidentielle iranienne ?

« L'économie est dans une situation catastrophique, pas seulement en raison des sanctions décrétées par Donald Trump. L'Iran vit dans une quasi-économie de guerre, relativement isolé, soumis à la corruption, la prévarication et la mauvaise gestion.

Les autres enjeux concernent la crise sanitaire – l'Iran est le pays du Moyen-Orient le plus touché par le Covid –, la crise environnementale (ensablement, problème d'eau). Surtout, même si les Iraniens ne se font pas trop d'illusions, ils veulent plus de libertés dans leur vie quotidienne et la sphère privée. »

– Pourquoi la liste des candidats est-elle aussi favorable aux ultra-conservateurs ?

« C'est le signe très net du raidissement du clergé face à la classe politique et la population. Je perçois un antagonisme entre le Guide suprême, Ali Khamenei, et le clergé. Le Guide est âgé (82 ans le 17 juillet), voit la fin de son règne arriver. Si un président ultra-conservateur est élu, c'est le bon moment pour passer la main, redonner du sens à la révolution, avant que sa succession ne provoque le chaos. »

« Le jour de la disparition d'Ali Khamenei, ce sera une foire d'empoigne. »

En repoussant la candidature d'un modéré comme Laridjani, le clergé montre qu'il n'hésite plus à contrecarrer le Guide suprême et ne veut pas lâcher. C'est une élection décisive pour la pérennité du régime, mais le jour de la disparition d'Ali Khamenei, ce sera une foire d'empoigne. »

– Les Iraniens vont-ils voter ou descendre dans la rue ?

« Ils vont plutôt voter avec les pieds. On peut s'attendre à une abstention de l'ordre des deux tiers des électeurs pour montrer que le régime n'est plus légitime. Le système est vieillissant, à bout techniquement et scientifiquement. Les Iraniens se disent qu'ils vont vers une période de changement et que ce n'est peut-être pas la peine de mourir avant... »

Élection présidentielle en Iran

CANDIDATS AUTORISÉS
À SE PRÉSENTER*

LES ULTRACONSERVATEURS



Ebrahim Raïssi

Chef de l'Autorité judiciaire



Saïd Jalili

Ancien secrétaire général du Conseil suprême de la sécurité nationale



Amirhossein Ghazizadeh-Hachémi

Député



Mohsen Rézaï

Général, ancien commandant en chef des Gardiens de la Révolution



Aliréza Zakani

Député

LES RÉFORMATEURS

Abdolnasser Hemmati

Gouverneur de la banque centrale



Mohsen Mehralizadeh

Ex-vice-président
S'est retiré le 16 juin

*Candidats validés par le Conseil des gardiens de la Constitution, organe non élu chargé du contrôle de l'élection, parmi 592 postulants

Source : ministère de l'Intérieur iranien

Photos AFP

AFP

– Qui est Ebrahim Raïssi, le favori de l'élection ?

« Raïssi ne fait pas rêver les foules, mais il coche toutes les cases pour le régime. Il avait été le candidat malheureux face à Rohani en 2017 (38 % des voix). C'est le chef du système judiciaire dans un pays qui applique la charia. Il a la réputation d'un « Monsieur propre » qui lutte efficacement contre la corruption. Il connaît à fond le système sécuritaire. Contre lui, les Iraniens se souviennent qu'il a du sang sur les mains lors de la grande répression de 1987-88. Comme procureur général, il avait fait exécuter des milliers d'opposants. »

– Quelles sont les conséquences internationales prévisibles de son élection, notamment sur l'accord sur le nucléaire ?

« Raïssi comme le régime ne négocieront pas à court terme avec les Américains dont ils se méfient. Ils ont deux priorités : tenir les Chinois à distance pour garder leur indépendance malgré l'accord stratégique signé en mars pour vingt-cinq ans ; réengager les négociations avec les monarchies du Golfe, notamment l'Arabie Saoudite. Il s'agit de sanctua-

riser le golfe Persique pour déporter la confrontation en Méditerranée orientale, en mer Rouge et dans le golfe d'Aden.

Dans leur village assiégé, les Iraniens veulent être dissuasifs. Soit de manière conventionnelle en gardant une influence régionale avec leurs "proxys" (Hezbollah, les milices irakiennes et syriennes, les Houthis) et des missiles balistiques. Soit leurs interlocuteurs leur dénie cette dimension et ils n'auront pas d'autre option que faire la bombe. À force de procrastiner, la communauté internationale aura peut-être les deux. » ■



Près de 60 millions d'Iraniens sont appelés aux urnes pour élire un successeur à Hassan Rohani, un modéré sur l'échiquier politique iranien, qui ne peut se représenter cette année après deux mandats consécutifs de quatre ans.

PHOTO AFP

L'ULTRA-CONSERVATEUR EBRAHIM RAÏSSI GRAND FAVORI

Lors du premier tour aujourd'hui, les Iraniens sont appelés à élire le successeur d'Hassan Rohani qui termine son second mandat.

Le Conseil des Gardiens a autorisé sept candidatures, dont cinq ultra-conservatrices, mais refusé celle du populaire réformateur Ali Laridjani ou du petit-fils du fondateur de la république islamique, Hassan Khomeiny.

● **Favori** : Ebrahim Raïssi (60 ans, 38 % en 2017, chef du système judiciaire et membre de l'Assemblée des Experts).

● **Autres ultra-conservateurs** : Saïd Jalili (ancien secrétaire général du Conseil suprême de la sécurité nationale), Mohsen Rezaï (ancien commandant en chef des Gardiens de la Révolution), Amirhossein Ghazizadeh et Alireza Zakani (députés).

● **Réformateurs** : Abdolnasser Hemmati (gouverneur de la Banque centrale), Mohsen Mehralizadeh (ancien vice-président).